



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

273 | Janvier-Juin

Coexistence des mondes ruraux et des agricultures

Coexistences rurales et mobilités spatiales en Bolivie

De la multilocalisation familiale aux territoires multisitués

Rural coexistences and spatial mobilities in Bolivia. From family multilocalization to multisited territories

Geneviève Cortes et Anaïs Vassas Toral



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7696>

DOI : 10.4000/com.7696

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 43-79

ISBN : 979-10-300-0065-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Geneviève Cortes et Anaïs Vassas Toral, « Coexistences rurales et mobilités spatiales en Bolivie », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 273 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7696> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7696>

Coexistences rurales et mobilités spatiales en Bolivie

De la multilocalisation familiale aux territoires multisitués

Geneviève Cortes¹, Anaïs Vassas Toral²

Introduction

L'émigration rurale au Sud est une vieille question ; de fait, son ampleur et son rôle sont depuis longtemps au cœur des travaux en sciences sociales. Cependant, migrations internes et internationales³ ont souvent été analysées de façon dissociée, d'une part, et décalée dans le temps, d'autre part. À partir des années 1970, les migrations internes ont donné lieu à nombre de travaux, dans les champs de la géographie, de la démographie ou encore de l'économie et de la sociologie-anthropologie rurale, souvent analysées dans leurs liens avec les processus de transition démographique, d'industrialisation, de

1. Professeure de Géographie, Université Paul Valéry, UMR ART-Dev, Montpellier, genevieve.cortes@univ-montp3.fr

2. Docteure en Géographie, Université Paul Valéry, UMR ART-Dev, Montpellier, anaisvassas@yahoo.fr. Cette contribution mobilise certains résultats du programme Equeco 2006-2009 (ANR-06-PADD-11) coordonné par Thierry Winkel (IRD) – que nous remercions ici pour la relecture attentive de cet article – et financé par l'Agence nationale de la recherche. Dans le cadre de ce programme, Anaïs Vassas Toral a réalisé sa thèse de doctorat en Bolivie avec un financement de l'ANR d'une durée de 36 mois.

3. Selon les données des Nations unies, près d'un milliard de personnes sont des migrants. Mais sur ce milliard, 740 millions de personnes sont des migrants internes, soit plus de trois fois le nombre de migrants internationaux. Par ailleurs, il convient de relativiser la prégnance des flux Sud-Nord en rappelant que seules 37 % des migrations dans le monde ont lieu d'un pays en développement vers un pays développé. La plupart des migrations s'effectuent entre pays de même niveau de développement : 60 % des migrants se déplacent entre pays développés ou entre pays en développement (PNUD, 2009).

« modernisation » des campagnes et d'urbanisation. L'accent est porté sur les processus d'exode rural vers les centres urbains associés à la crise des sociétés rurales traditionnelles, notamment en Afrique (Gastellu et Marchal, 1997). L'étude des migrations économiques internationales, quant à elle, s'est surtout développée à partir des années 1980 au sein des espaces ruraux où se sont initiées les filières migratoires traditionnelles, avant leur diffusion en milieu urbain et à l'échelle nationale (Minvielle, 1976; Delaunay, 1984; Bassett, 1991). À partir des décennies 1990-2000, le renouvellement des travaux sur l'émigration rurale, tant aux échelles internes qu'internationales, s'inscrit dans un triple processus: croissance globale des mobilités, diversification des profils migratoires et élargissement des destinations au-delà des filières traditionnelles postcoloniales ou transfrontalières de proximité (Simon, 2008). À ces processus sont associées une complexification des formes de migrer et une intensification des circulations, dont les enjeux territoriaux constituent un nouveau défi pour la communauté scientifique (Baby Collin *et al.*, 2009; Cortes et Faret, 2009).

Alors même qu'elle est anciennement inscrite dans les modes de vie des populations et qu'elle est au cœur des transformations des réalités rurales, la mobilité temporaire, saisonnière ou circulaire des ruraux au Sud, reste pourtant un thème relativement peu investi par la géographie, et plus largement par les sciences sociales (Vargas-Lundius *et al.*, 2008). Ou bien, quand il l'est, les travaux sont très centrés sur la question des transferts monétaires de la migration internationale et de leurs impacts dans les lieux d'origine. On pourra mentionner cependant une littérature qui, depuis une vingtaine d'années, renouvelle les analyses des espaces ruraux marqués par l'émigration, en Amérique latine, en Afrique ou encore en Asie (Cortes, 2000; Aubriot et Brusle, 2012; Prunier, 2013; Mercandelli, 2013; Vaillant, 2013; Rebaï, 2015). Ces travaux, qui portent un regard sur les dynamiques locales des lieux de départ, mettent en lumière des mutations rurales de natures très diverses selon les contextes, mais aussi l'importance des réseaux familiaux ou communautaires qui tissent des solidarités entre campagne de départ et villes d'installation.

Ces travaux ont confirmé la nécessité d'appréhender le rôle des mobilités à partir d'un regard rénové sur nos approches et nos catégories d'analyse de la ruralité. À ce titre, les mobilités, en tant qu'elles sont associées à une pluralité d'activités, de sources de revenus et de lieux de résidence, interrogent l'idée de coexistence rurale. En quoi les régions rurales marquées par une forte incidence migratoire aux échelles internationales et nationales peuvent-elles se lire comme des espaces de coexistence? Coexistence de quoi?

Nous formulons l'hypothèse que les mobilités, en créant des formes d'articulation complexes entre villes et campagnes, entre local et global, entre l'ici et l'ailleurs, font coexister des territoires pluriels en termes de pratiques et d'ancrages. Notre approche est celle d'une géographie sociale de « l'habiter » des ruraux (et non de l'espace rural) et de la mobilité spatiale des individus repositionnée dans les stratégies et les territorialités familiales. La proposition est une grille de lecture d'ordre à la fois théorique et méthodologique qui articule deux notions : celle, d'une part, de « multilocalisation familiale » faisant référence aux logiques de dispersion des familles produite par les migrations et les circulations qui articulent leurs lieux de vie⁴, et d'autre part, celle de « territoire multisitué » qui se réfère à des configurations territoriales réticulaires (Cortes et Pesche, 2013). Cette grille de lecture sera mise à l'épreuve en Bolivie par une étude menée sur la recomposition des espaces ruraux et de l'agriculture familiale de l'Altiplano Sud liée à l'essor de la production du quinoa d'exportation, dont nous verrons qu'il se greffe à des pratiques anciennes et renouvelées de mobilités.

Dans un premier temps, il s'agira d'explicitier la nécessité de dépasser les approches classiques, prisonnières d'une certaine représentation à la fois des ruralités et des migrations. Le deuxième temps de l'analyse visera les fondements théoriques et méthodologiques de la notion de multilocalisation familiale. Nous appliquerons ensuite notre grille de lecture aux campagnes de l'Altiplano Sud de la Bolivie où l'essor de la production de quinoa d'exportation a engendré de profonds bouleversements tant du point de vue des systèmes productifs que des systèmes de mobilité. En dernier lieu, il conviendra de tester la pertinence du concept de territoire multisitué au regard des dynamiques en cours dans ces régions rurales.

I - Le dépassement des mythes autour de la ruralité et de la migration

Force est de constater une certaine difficulté « structurelle » à positionner et appréhender la mobilité dans les grilles d'analyse des dynamiques rurales ; soit que la mobilité est passée sous silence ou son importance sous-estimée, soit qu'elle est considérée comme une anomalie ou une menace pour le devenir des espaces ruraux. Les modes classiques de représentation et de conceptualisation à la fois de la ruralité et des migrations – aujourd'hui en partie dépassés – ont donc largement contribué à occulter le rôle des mobilités

4. La notion de « système familial multi-localisé » est le fruit d'une réflexion collective menée avec d'autres collègues géographes et économistes. Pour plus de détails sur la notion, voir l'article de Fréguin Gresh *et al.* (2015) dont une partie des éléments est reprise ici.

rurales, en particulier du point de vue de l'acteur migrant et de ses stratégies quotidiennes.

1 - Du mythe de la sédentarité et de l'exclusivité de l'agricole aux « nouvelles ruralités »

Les représentations des mondes ruraux, en particulier au Sud, se fondent encore largement sur le postulat d'une équivalence entre, d'un côté, un territoire comme portion d'espace continu aux limites linéaires où s'enracine un groupe social et, de l'autre, une identité collective qui renvoie à un ancrage exclusif (Guétat-Bernard, 2013). La construction du discours sur ce groupe social a façonné un mythe de la sédentarité paysanne (*ibid.* ; De Hann, 1999) et une représentation idéalisée d'un monde paysan censé être peu mobile, attaché au terroir et à sa terre. Dans cette conception, la migration signe alors la marque d'une ruralité en crise et en péril. Ce mythe de la sédentarité paysanne n'est pas sans lien avec la vision agro-centrée qui, là aussi, reste encore largement dominante dans la perception du monde rural au Nord comme au Sud ; le mode d'existence des familles serait essentiellement centré et organisé autour de l'exploitation agricole et de l'espace local. Dans les études agraires ou travaux d'économie rurale, l'agriculture et les ressources qu'elle procure sont alors perçues comme relevant de l'activité principale et comme organisatrice du système productif, les autres activités – y compris celles exercées hors de l'espace local et supposant une mobilité saisonnière ou temporaire – étant souvent considérées comme « complémentaires » dans les stratégies quotidiennes de subsistance des familles rurales.

Cette construction sociale d'un monde rural spécialisé et ancré à son territoire a été largement remise en cause par l'importance des relations économiques au marché et au monde urbain, de la mobilité et de l'insertion de l'activité agricole dans des systèmes d'activités complexes, dépassant largement l'échelle locale (Chaléard et Dubresson, 1999). Ces réalités sont de plus en plus attestées par les statistiques dans l'ensemble des régions du monde et fortement relayées par le cercle des agences internationales de développement (IICA, BID, FAO). Ainsi, nombre de travaux sur les nouvelles ruralités latino-américaines développés à partir des années 1990, aux approches pourtant très diverses, soulignent de façon convergente les effets de la globalisation sur la transformation du monde rural désormais plus diversifié sur le plan économique et social, plus connecté au monde urbain⁵. Selon

5. « Le milieu rural est un ensemble de région ou zones (territoires) dont la population développe diverses activités relevant de différents secteurs comme l'agriculture, l'artisanat, la petite et moyenne industrie, le commerce, les services, l'élevage, la mine, l'extraction de ressources naturelles et le tourisme. Dans ces régions et zones s'installent des populations qui sont liées entre elles et avec l'extérieur, [...] »

Kay (2009), la nouvelle ruralité latino-américaine est marquée par la forte croissance du salariat agricole, des migrations (internes et internationales) et de la multi-activité ; au début des années 1980, moins de 25 % de la population rurale avait des activités en dehors de son exploitation agricole (commerce, artisanat, transport, tourisme) contre 40 % à la fin des années 1990. Sur la même période, la part des revenus non agricoles dans le revenu rural a doublé (50 % des revenus en 1990). Ce processus global de « désagrarisation » (Bryceson, 1996 ; Léonard, 2002) exprime une croissance des inégalités face à la libéralisation des marchés du capital, de la terre et du travail, une marginalisation et précarisation du secteur traditionnel agricole paysan (Chamorro, 2014). On retiendra aussi que la migration est nouvellement associée à cette diversification et hétérogénéisation productive (Vaillant, 2013 ; Prunier, 2013), lesquelles renvoient plus largement à un resserrement des relations ville-campagne (Grajales Ventura et Concheiro Borquez, 2009)⁶.

2 - Vers une approche des mobilités centrées sur l'acteur-migrant et les logiques familiales

Les migrations internes et internationales ont longtemps été perçues comme un transfert définitif de population d'une part, et comme une « anomalie » du monde rural, d'autre part ; soit que la migration est une réponse à une exigence de modernisation agricole supposant l'expulsion d'une main-d'œuvre « excédentaire » vers les villes, soit qu'elle traduise la déstructuration et la crise d'un monde rural dominé.

Ainsi, jusque dans les années 1980, deux approches dualistes ont largement dominé dans la littérature sur le rôle des migrations dans l'évolution des sociétés rurales et les dynamiques locales. Dans la perspective néo-classique, la migration – essentiellement l'exode rural – est considérée comme un processus de transfert de main-d'œuvre nécessaire à la transition démo-économique (Lewis, 1954 ; Todaro, 1969) et un phénomène transitoire de rééquilibrage, inhérent aux processus d'industrialisation, d'urbanisation et de modernisation. Selon une perspective historico-structuraliste, la migration traduit plutôt une évolution globale de long terme liée à la domination du système capitaliste, à l'échange inégal et aux rapports d'asymétrie et de dépendance (Frank, 1969 ; Wallerstein, 1974). Dans cette perspective, la

(Traduit de : Edelmira Perez, 2001 : 17).

6. « Divers faits et transformations ont donné lieu à une série d'études qui obligent à repenser les frontières spatiales entre le rural et l'urbain. Nous pouvons mentionner, par exemple, les transformations dans l'organisation spatiale de l'agriculture et des autres activités productives, la mégalopolisation des systèmes urbains, la multidirectionalité des échanges migratoires et la reconfiguration des marchés du travail. » (Traduit de Grajales Ventura et Concheiro Borquez, 2009 : 153).

migration est donc à la fois cause et conséquence de la déstructuration des sociétés paysannes, de la déprise agricole et des situations de pauvreté rurale.

Ces deux courants interprétatifs ont suscité des critiques convergentes selon lesquelles le migrant-individu est perçu comme ayant peu de marges de manœuvre face aux forces macro-économiques et/ou rapports de domination qui l'englobent. D'autres approches ont ainsi introduit le rôle des stratégies, des intentionnalités et des projets migratoires. La NEM ou Nouvelle économie des migrations (Stark et Bloom, 1985) considère ainsi que les migrations résultent de décisions collectives prises dans des situations d'incertitude et d'imperfection des marchés et attribue une large place aux dynamiques sociales et à l'acte migratoire à partir d'une prise en compte des logiques familiales. La NEM donne ainsi la priorité à la dimension « stratégique » de la migration, celle-ci étant inscrite dans des projets de vie, dans des logiques de minimisation des risques économiques, de diversification des activités, d'accumulation ou encore dans une quête d'ascension sociale. D'autres approches ont cherché à dépasser les conceptions « économicistes » de la migration en insistant sur l'importance à donner au capital social au-delà du seul calcul de gains individuels ou familiaux. Sont alors mises en avant les logiques de réseaux – notamment familiaux – comme soubassement de la structuration à long terme des filières et des champs migratoires (Massey, 1998 ; Guilmoto et Sandron, 2000). Dans les années 1990, nombre de travaux, en particulier sur la migration internationale en Amérique latine, ont emprunté la voie de cette conceptualisation (Skeldon, 1990 ; De Haas, 2012).

Dans le sillon de ces approches, et sans nier le rôle majeur des composantes macro-structurelles qui régissent les dynamiques migratoires internes ou internationales, nous concevons ici la migration comme stratégie de reproduction sociale des familles rurales et accordons de l'importance au sujet migrant (Feldman-Bianco *et al.*, 2011). Nous étudions ces pratiques à la lumière de la complexification et des turbulences migratoires (Cortes et Faret, 2009), qui s'expriment dans les manières et les rythmes de migrer, de circuler et faire circuler, dans les modes d'interactions sociales et économiques qui articulent les différents espaces de vie.

II - Les logiques de multilocalisation familiale liées aux mobilités rurales : défis théoriques et méthodologiques

La notion de multilocalisation familiale donne de l'importance à la dispersion des membres de la famille (nucléaire ou élargie), sans qu'il y ait nécessairement rupture entre ces membres lors du processus migratoire

(Freguin Gresh *et al.*, 2015 ; Trousselle, 2016). Ce principe s'accorde sur le rôle majeur des liens et des circulations qui relient les membres de la famille mobiles et non mobiles, localisés dans l'espace discontinu d'un champ migratoire fortement structuré, ces liens évitant la fragmentation sociale du groupe. Cette lecture croise trois champs théoriques : les approches en termes de système résidentiel, de systèmes d'activité et de circulation transnationale. Elle impose par ailleurs de se doter d'un appareillage méthodologique qui sera exposé plus loin.

1 - Articuler trois approches autour de la résidence, de l'activité et de la circulation

La multilocalisation familiale produite par les mobilités internes ou internationales renvoie, en premier lieu, à la notion de système résidentiel (Le Bris *et al.*, 1985 ; Barbary, Dureau et Hofman, 2004). Celle-ci permet d'appréhender un ensemble de lieux de résidence dispersés dans l'espace, mais pouvant être articulés entre eux⁷. Le concept de système résidentiel familial a été défini comme l'« ensemble articulé de lieux de résidence ou unités d'habitation au sein d'une famille élargie » (Le Bris *et al.*, 1985), pouvant inclure les phénomènes de multirésidence des individus.

Dans le contexte migratoire latino-américain, ces constellations familiales ont été étudiées en Colombie à travers le terme de « ménages confédérés » (Barbary *et al.*, 2004) ou encore au Mexique à travers la notion « d'économie familiale d'archipel » (Quesnel et Del Rey, 2005). Celle-ci met à jour des formes cohérentes d'économies familiales reposant sur des liens d'interdépendance, d'obligation et de solidarité, que les mises en mobilité et à distance des individus ne fragilisent pas nécessairement. Éviter cette fragmentation signifie pour ceux qui restent, mais aussi pour ceux qui partent, de passer « d'une économie domestique ayant une base territoriale à une économie familiale d'archipel » (*op.cit.*, 2005 : 199). L'ensemble de ces travaux met en lumière, sous des angles et dans des contextes différents, des espaces migratoires qui répondent à des logiques de reproduction multipolaire de la famille, chaque famille fonctionnant en quelque sorte comme une micro-diaspora. Le phénomène n'est pas isolé en Amérique latine, ni même ailleurs comme en Afrique (Lesourd, 1997), structurant aux échelles nationales ou internationales les relations ville-campagne, et plus récemment les

7. La résidence étant définie comme le lieu où la personne « a coutume d'habiter ». On distingue la mobilité de travail (conduite d'une activité professionnelle impliquant la mobilité spatiale) et la mobilité résidentielle (changement de résidence impliquant une mobilité spatiale). La première n'implique pas nécessairement la deuxième, et inversement, mais leur mode d'articulation constitue un indicateur essentiel de l'analyse de la multilocalisation familiale.

articulations interurbaines. Cependant, les approches en termes de systèmes résidentiels, ne prennent pas en compte l'ensemble des espaces de mobilité des familles, dans la mesure où le critère d'analyse est celui du changement de résidence (supposant un seuil temporel de son occupation). Les activités d'ordre économique (commercialisation, travail saisonnier, etc.) ou sociale (études), associées à des mobilités de rythmes plus courts, échappent donc à l'analyse.

En deuxième lieu, la multilocalisation familiale renvoie donc au travail et au champ d'activité des individus. Il convient cependant de dépasser les seules activités agricoles conduites localement. Les approches en termes de « système d'activités », travaillées en particulier par l'économie et la sociologie rurale (Paul *et al.*, 1994) ou encore le cadre de référence Sustainable Rural Livelihoods (SRL), qui caractérise les stratégies familiales par les dotations en capitaux physique, financier, humain, social et naturel (Ellis, 1998), ont constitué des avancées indéniables pour prendre en compte la dimension familiale de la production agricole et de la pluriactivité. Cependant, ces approches ne traitent la question des mobilités qu'en filigrane, dans la mesure où le référentiel d'analyse demeure les lieux de la production et de l'exploitation familiale. Les migrations circulatoires, les phénomènes de pluri-résidence, et plus largement donc l'éclatement spatial des systèmes résidentiels, productifs et de consommation, échappent à l'analyse.

Entroisième lieu, les approches relatives aux migrations « transnationales », théorisées par la sociologie ou l'anthropologie (Glick-Schiller, Basch et Blanc-Szanton, 1992) sont également source d'inspiration. Elles ont permis en effet, depuis les années 1990, de sortir du nationalisme méthodologique, c'est-à-dire du seul paradigme territorial de l'État-nation au sein duquel les pays de destination et de départ sont deux mondes segmentés. De même, elles ont permis de jeter un regard renouvelé sur les faits de migration, en les analysant au travers des flux et des liens que les migrants entretiennent avec leurs familles restées au lieu d'origine. Ainsi, la notion de « famille transnationale » rejoint celle de famille multilocalisée dans le sens où elle se définit également à partir du critère de la dispersion et de la séparation des membres de la famille de part et d'autre des frontières, auquel s'ajoute le constat du maintien des relations affectives et des liens effectifs au lieu d'origine (Baby Collin et Razy, 2011). Empruntant des voies de conceptualisation assez convergentes, les approches de géographes et sociologues en France ont privilégié la notion de « circulation migratoire » (Cortes et Faret, 2009) qui est ici au cœur de notre positionnement méthodologique.

La perspective circulatoire et transnationale est donc largement utile au dépassement des approches traditionnelles de la migration en milieu rural.

Mais, ne considérant que les mouvements de population qui traversent les frontières, elle reste incomplète. Car, du point de vue des individus migrants et des familles qui s'organisent dans le recours à la mobilité, les différents événements de mobilité, interne ou internationale, de plus ou moins longue durée, sont vécus dans un « continuum » social et temporel qui rythme les projets et les trajectoires migratoires. Autrement dit, il s'agit de considérer l'ensemble des mobilités des individus, dans leur pluralité de motifs, de temporalités et d'espaces mobilisés : des circulations quotidiennes aux migrations temporaires, saisonnières ou permanentes, plus ou moins éloignées du lieu d'origine.

2 - Saisir la dynamique de la multilocalisation familiale : une méthodologie fondée sur l'analyse des trajectoires

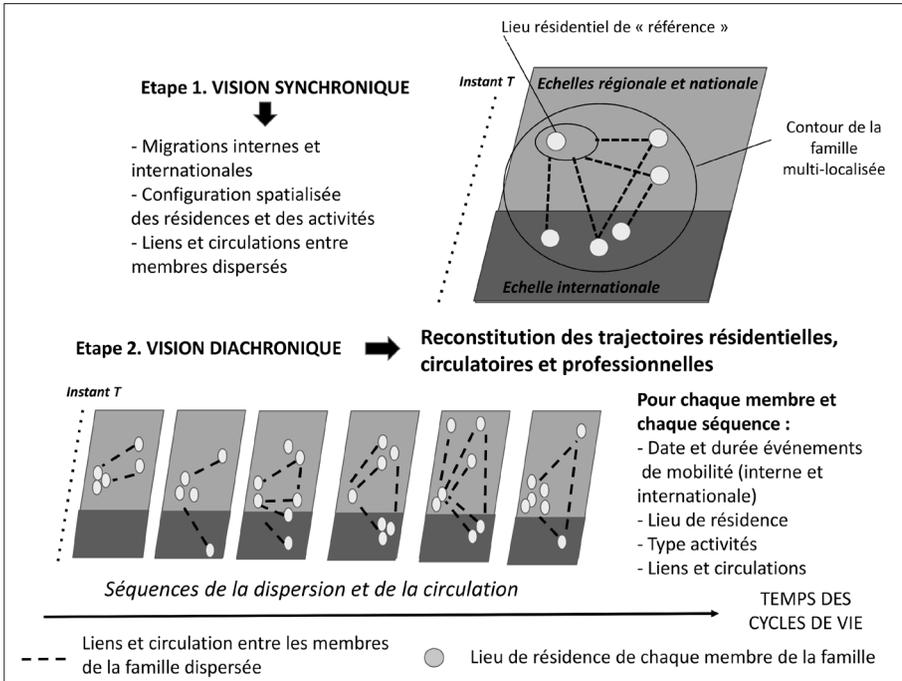
Le défi méthodologique est de pouvoir saisir l'intensité des dispositifs de la dispersion familiale qui s'articulent autour d'un ensemble de lieux et de liens inscrits dans un continuum social, économique et spatial. La structuration de l'espace de mobilité, comme condition même de la formation de la famille dispersée, suppose de passer d'une géographie de la simple localisation (saisir la configuration spatiale de la famille dispersée) à une géographie de la relation et de la circulation (saisir les liens entre les membres dispersés dans un espace de circulation).

La notion de multilocalisation familiale propose donc d'articuler, du point de vue théorique et méthodologique, à la fois le système d'activité et le système résidentiel familial. Elle prend en compte, parallèlement, les logiques d'articulation des lieux de la dispersion, sous réserve que le lien entre des individus distants soit maintenu ; pas seulement un lien social (« rester en contact ») mais un lien matériel et/ou immatériel qui fasse « ressource » pour le groupe familial. Mesurer ce lien nous conduit à considérer en somme les effets de « circulation migratoire » (Cortes et Faret, 2009) c'est-à-dire les formes circulaires du déplacement des individus (retours, va-et-vient) mais également les transferts qui s'opèrent entre pôles de départ et d'arrivée (circulation d'argent, de biens, d'informations, de compétences).

Dans cette géographie dynamique de la relation, les configurations de l'espace de multilocalisation nécessairement se forment et se déforment. Autrement dit, cette géographie dynamique suppose de ne pas se limiter à une analyse synchronique de la dispersion familiale, c'est-à-dire à un état saisi à un instant T. Dans un idéal méthodologique (fig. 1)⁸, il convient de la saisir comme

8. Nous utilisons ici le terme « d'idéal » méthodologique car la reconstitution des trajectoires à l'échelle de toute l'unité familiale, capable de restituer tous les événements de résidence, d'activité et de

une dynamique de construction sociale, nécessairement évolutive, c'est-à-dire liée aux cycles de vie des individus et des familles, mais aussi aux changements structurels ou conjoncturels des espaces migratoires. D'un point de vue méthodologique, cela implique de reconstituer les séquences de la dispersion familiale à partir de l'analyse des trajectoires migratoires individuelles et familiales, via les biographies de chacun des membres des familles.



Élaboration : G. Cortes

Figure 1 - Idéal méthodologique pour capter la multilocalisation familiale

Comme l'indique la figure 1, la méthode suppose de considérer trois critères du dispositif de dispersion: d'une part, celui des échelles géographiques, d'autre part, celui des différents motifs sociaux qui définissent la multilocalisation (travail et résidence), et enfin, celui des contours de la famille (famille nucléaire ou élargie, sur deux ou plusieurs générations). On distingue deux étapes dans la phase de collecte de données. La première (analyse synchronique) consiste à identifier, en un instant T, la configuration spatiale de la dispersion résidentielle familiale (localisation résidentielle de tous les membres de la famille) et les circulations qui se déploient entre lieux de destination (qui peuvent être multiples) et d'origine. La deuxième

circulation, constitue un objectif difficilement atteignable dans les faits, à la fois pour des raisons de temps et de ressources de la recherche.

étape (analyse diachronique) vise à reconstituer les séquences successives des trajectoires migratoires (résidentielles et d'activités) et des circulations pour l'ensemble des membres de la famille, ce qui permet de saisir les dynamiques mouvantes de la dispersion à la fois dans l'espace et le temps. Cette analyse diachronique de la famille multi-localisée par les trajectoires exige cependant d'introduire des dispositifs spécifiques, et relativement lourds, dans la méthode de collecte de données. Celle-ci se fonde sur une méthode qualitative qui permet de saisir la configuration de dispersion de la famille à plusieurs étapes de sa trajectoire sociale. En recourant à des récits biographiques de chacun des membres de la famille, chacun faisant appel à sa propre mémoire, ou mieux quand c'est possible, à des récits biographiques successifs de tous les membres (ce qui suppose des passages répétés dans la famille sur une période d'enquête longue)⁹, on obtient les reconfigurations spatiales de la dispersion familiale inscrites dans les cycles de vie.

Si chaque trajectoire individuelle mais aussi familiale revêt nécessairement un caractère singulier, certaines récurrences dans les logiques d'agencement socio-spatial et les formes de circulation migratoire sont repérables. La démarche permet d'identifier ainsi les formes évolutives de la configuration familiale et de montrer la réversibilité successive des dispositifs résidentiels et des systèmes d'activité. Il convient dès lors de mettre à l'épreuve cette démarche au regard des transformations rurales de l'Altiplano sud bolivien.

III - La multilocalisation familiale dans le contexte de l'essor du quinoa d'exportation en Bolivie

L'analyse de la multilocalisation des familles rurales prend toute sa pertinence dans le contexte des territoires de l'Altiplano sud bolivien marqué par une profonde transformation au cours des trente dernières années. La région, en effet, se trouve projetée sur la scène mondiale depuis l'essor de la production de quinoa d'exportation¹⁰, impulsé à partir des années 1980. À l'échelle de la Bolivie, les enjeux en termes de développement sont multiples : celui d'abord de protéger une niche de production et de maintenir une source de devise pour la région, dans un contexte d'exclusivité d'un produit de qualité face au risque d'expansion de la culture à l'échelle mondiale et d'appropriation d'une ressource génétique; celui ensuite de fonder une

9. Cette méthode a été notamment appliquée dans le cadre d'un travail de terrain dans la région de Cochabamba en Bolivie sur la période 1990-2010 (Cortes, 2011).

10. Plante andine emblématique, le quinoa (*Chenopodium quinoa* Willd.) est une espèce herbacée de la famille des Chenopodiaceae. Elle est domestiquée dans l'ensemble de l'aire andine depuis environ 7 000 ans.

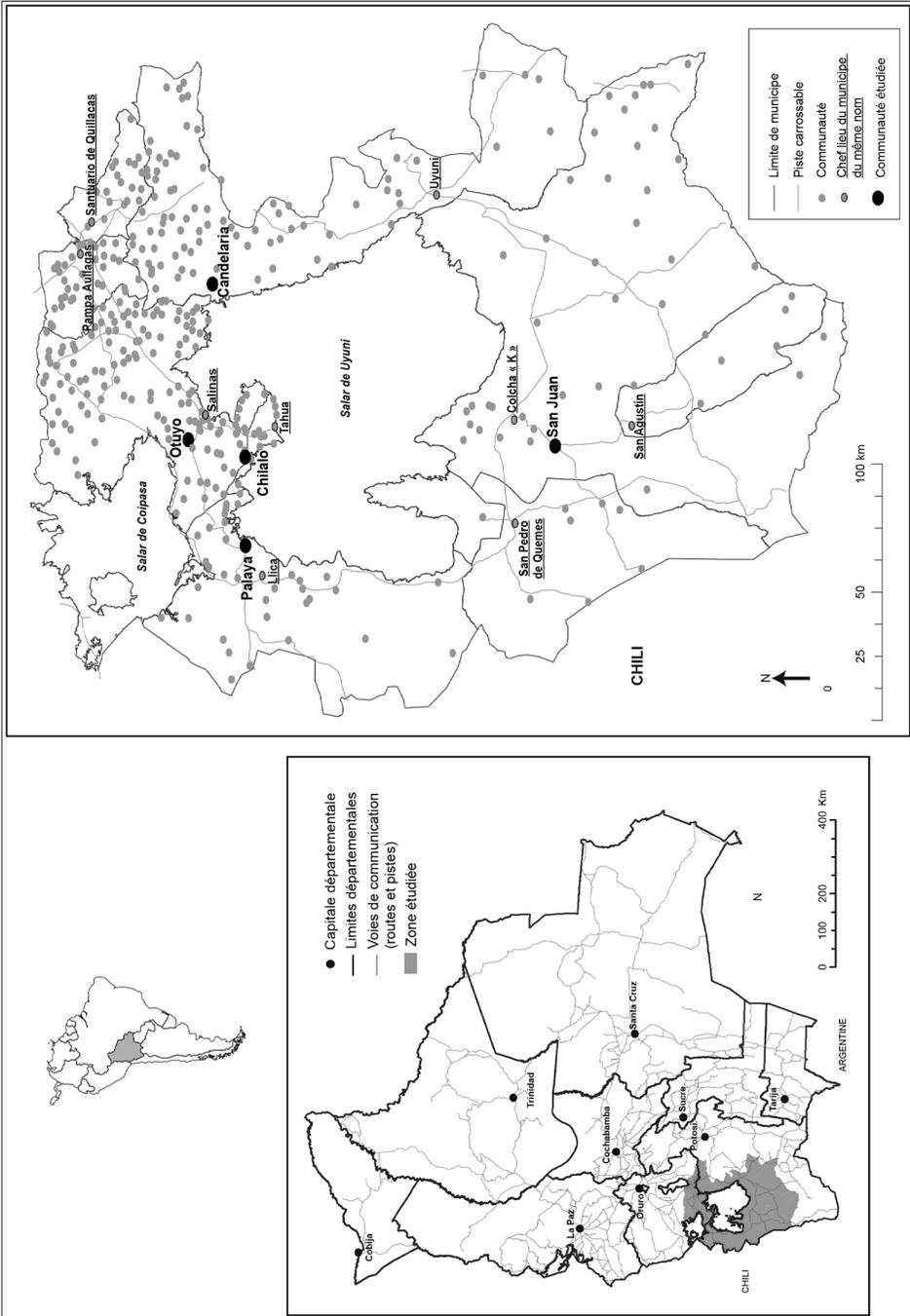
stratégie de sécurisation alimentaire nationale autour d'un produit à forte valeur nutritionnelle ; celui, enfin, de maintenir un volume de production en réponse à la demande mondiale sans pour autant mettre en péril la durabilité écologique et sociale de la région.

Originnaire des Andes et traditionnellement cultivé du niveau de la mer jusqu'à 4 200 m d'altitude, le quinoa a une aire de production qui couvre la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili et, dans une moindre mesure, la bordure ouest de l'Argentine. Jusqu'à une période récente, la Bolivie était le premier exportateur mondial de quinoa (supplanté par le Pérou à partir de 2014). Si des centaines d'écotypes sont cultivées dans les Andes, l'essor de la commercialisation à l'échelle mondiale a concerné les écotypes à gros grains qui poussent, exclusivement jusqu'à présent, sur l'Altiplano Sud de la Bolivie entre 3 600 et 4 200 m d'altitude¹¹. Dans ces hautes terres à l'écart des grands centres de développement du pays, où se concentre aujourd'hui toute la production d'exportation, les populations indigènes d'origine quechua et aymara affrontent un milieu extrême par son altitude et son climat¹². L'habitat y est très dispersé et la densité démographique reste comprise entre 0,2 et 2,6 hab./km². Les producteurs de l'Altiplano Sud se sont engagés aujourd'hui dans le commerce international de quinoa, en partie biologique et équitable. À une production traditionnelle essentiellement destinée à l'autoconsommation et aux marchés les plus proches, mais pouvant aller jusqu'au Pérou (Laguna, 2011), s'est greffée une production vivrière d'exportation à grande échelle, sans commune mesure quant aux surfaces mises en culture, aux volumes produits et aux revenus générés ; cette mutation agricole, on le verra, ne remet pas en cause les pratiques anciennes de mobilité des populations locales.

Les données ici mobilisées sont issues d'une enquête de terrain conduite dans le cadre d'une thèse de doctorat de géographie (Vassas Toral, 2015), dont l'objectif a été d'articuler les transformations des systèmes productifs avec les mobilités spatiales des populations locales. Les enquêtes menées en 2007 et 2008, qui ont supposé des périodes d'immersion successives de plusieurs semaines dans la zone d'étude, ont visé une approche diachronique de la multilocalisation familiale à partir du dispositif méthodologique explicité précédemment. Elles ont été conduites dans cinq communautés rurales productrices de quinoa, dont deux situées dans la zone Intersalar (entre le salar d'Uyuni et le salar de Coipasa), l'une dans la zone ouest frontalière avec le Chili et les deux autres

11. Le quinoa aujourd'hui exporté est de type « quinoa real », regroupant une cinquantaine de variétés locales (Bonifacio *et al.*, 2012).

12. L'Altiplano Sud se caractérise par la présence de grands lacs salés (*salar*s) et de pampas désertiques, soumis aux contraintes les plus extrêmes, faisant de lui la région la plus aride et la plus froide du pays. Les précipitations oscillent entre 120 et 250 mm/an, auxquelles il faut ajouter environ 250 jours de gel par an et un rayonnement solaire intense.



Élaboration : A. Vassas Toral

Figure 2 - Localisation de la zone d'étude en Bolivie

sur les franges est et sud du salar d'Uyuni (fig. 2)¹³. Dans ces communautés, 149 ménages ont fait l'objet d'un suivi au cours des deux ans d'enquête, grâce à la reconstitution des trajectoires résidentielles et professionnelles de 170 individus¹⁴, via des entretiens biographiques approfondis, pour certains répétés mais aussi multisitués. Les entretiens ont été généralement adressés au conjoint et/ou conjointe (ou père et mère) au sein du ménage. Pour certaines familles, la totalité des membres a été questionnée, y compris les membres en migration dans les villes boliviennes ou au Chili. À cette reconstitution systématique des trajectoires individuelles et familiales se sont ajoutés des entretiens, des observations et des méthodes participatives visant des analyses thématiques (systèmes de production agricole, ressources foncières, logiques migratoires, rapports sociaux intra et inter- familiaux, logiques communautaires, etc.).

1 - Des agricultures traditionnelles engagées dans le marché mondial

Le quinoa, jusque-là associé aux régimes alimentaires traditionnels des paysans andins, et longtemps stigmatisé en Bolivie comme « l'aliment des pauvres » et des Indiens, se retrouve aujourd'hui fortement prisé par les consommateurs européens, japonais ou nord-américains en quête d'aliments diététiques à haute valeur nutritive (Mercadero, 2016). Face à cette demande, les hauts plateaux du Sud bolivien, fournisseurs traditionnels de quinoa pour les marchés régionaux, sont entrés de plain-pied dans la mondialisation agricole. Le phénomène est d'autant plus inédit que les populations de ces « marges andines » paraissaient vouées à une polyculture de subsistance (cultures de pomme de terre et de quinoa intensives en main-d'œuvre) ainsi qu'à une activité pastorale extensive (élevage de lamas et d'ovins), avec des formes de mise en valeur ancestrales fondées sur des logiques de complémentarité, de dispersion des risques et de maintien de l'équilibre entre population et ressources¹⁵.

13. La zone de production de quinoa d'exportation concerne neuf municipes qui sont, dans le département d'Oruro, ceux de Salinas de Garcí Mendoza, Santuario de Quillacas et Pampa Aullagas ; dans le département de Potosí, les municipes de Uyuni, Colcha « K », Llica, Tahua, San Pedro de Quemes et San Agustín. Les cinq communautés rurales concernées par l'enquête ont été sélectionnées en fonction du degré d'ancienneté de leur engagement dans la production de quinoa d'exportation, de leurs situations topographiques (communautés de plaine ou de versant) et de leur niveau de proximité à l'axe routier La Paz-Oruro.

14. Compte tenu de la difficulté d'accès à la population, l'échantillon des ménages enquêtés au sein des cinq localités a été constitué de manière aléatoire et empirique, c'est-à-dire au fur et à mesure des rencontres et de l'acceptation des personnes à participer aux enquêtes, et surtout à livrer leur expérience de vie. Signalons, à ce titre, que le nombre total d'entretiens réalisés est supérieur à ceux exploités et systématisés (au nombre de 170) car une cinquantaine d'entretiens se sont révélés incomplets ou peu fiables, et donc inexploitable au regard des exigences méthodologiques préalablement mentionnées.

15. Selon le modèle ancestral andin des « archipels verticaux » mis en lumière par J. Murra dans les années 1970, les populations ont toujours pratiqué l'échange avec d'autres étages écologiques pour compléter leurs ressources et diversifier leur diète alimentaire.

L'organisation spatiale des systèmes productifs traditionnels revêt ainsi divers niveaux d'espaces/ressources correspondant à différents modes d'usage et de gestion (communautaire, familiale ou individuelle), complémentaires les uns des autres, mais n'excluant pas pour autant des tensions ou contradictions entre eux.

La demande de quinoa bolivien est d'abord venue du Pérou voisin qui, depuis plusieurs décennies, en est le premier consommateur. Dans un deuxième temps, à partir de la fin des années 1980, la promotion du quinoa comme aliment de qualité, équilibré et riche en protéines, a suscité une nouvelle demande venant des États-Unis, du Japon puis d'Europe de l'Ouest. La mise en place de la filière de quinoa certifié « biologique » en 1991 a largement contribué à stimuler la demande du marché extrarégional, renforcé par le développement de la filière du commerce équitable à partir de 2005. La croissance des superficies cultivées et des volumes de production nationale a alors été rapide, ces derniers passant d'environ 15 000 tonnes par an dans les années 1980 à plus de 90 000 en 2015. La hausse a été particulièrement nette au cours des six dernières années (voir tabl. 1). Parallèlement, le volume d'exportation officiel est passé de 1 400 tonnes en 1995 à plus de 15 000 tonnes en 2010 pour une valeur de 47 millions de dollars, selon les données de l'Institut statistique bolivien. Les prix ont été multipliés par 7 entre 1970 et 2000 et par 3 sur la seule période 2002-2013, ce qui élève le prix d'achat du quinoa au producteur à plus de 2000 USD la tonne à cette dernière date. Il convient de mentionner cependant, comme l'indique le tableau 1 (cf. page suivante), une baisse de la production et des prix à la vente à partir de 2015, due à l'émergence d'une production de quinoa concurrente au Pérou¹⁶.

Nombreux ont été les bouleversements dans la région, non sans poser la question de la durabilité écologique et sociale des systèmes productifs (Winkel *et al.*, 2012) ; l'essor de la production de quinoa d'exportation s'est d'abord accompagné d'une mécanisation généralisée de la zone, l'arrivée des premiers tracteurs datant de la fin des années 1960. Alors que dans cette région le travail agricole était jusque-là entièrement réalisé à la main, le tracteur a été introduit progressivement, d'abord importé par des organisations non gouvernementales d'aide au développement (notamment dans le sud du salar), puis acheté par des coopératives locales avec un financement national (plutôt dans la zone Intersalar), et enfin acquis par certains producteurs eux-mêmes au terme d'un processus d'accumulation. Synonyme de véritable révolution technique, avec l'arrivée de la charrue à disques pour le défrichage

16. Cette chute de la production est due à la fois à des raisons climatiques (effet d'El Niño) et à la démotivation des producteurs face à la concurrence du Pérou et la chute des prix à la vente. Pour exemple, sur le principal marché local de vente pour l'exportation (Challapata), le prix est passé de 1 800 dollars le quintal en janvier 2014 à 380 dollars en septembre 2016 (Mercaderos, 2016).

et le labour, puis du semoir mécanique à partir des années 1980, le tracteur a profondément modifié les pratiques agricoles en démultipliant la puissance de travail.

Cycle agricole	Superficie cultivée (Ha)	Production (TM)
2003-2004	40 541	24 748
2004-2005	43 553	26 785
2005-2006	46 316	27 739
2006-2007	48 897	28 231
2007-2008	50 356	28 809
2008-2009	52 411	29 873
2009-2010	63 010	36 106
2010-2011	64 789	38 257
2011-2012	96 544	50 566
2012-2013	131 192	61 182
2013-2014	159 549	83 603
2014-2015	173 960	92 312
2015-2016*	181 472	69 000

Source: Extrait du bulletin Mercadero 2016. Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras.

*Estimation de Mercadero

Tableau 1 - Évolution de la production de quinoa en Bolivie, 2003-2016

Du fait de la mécanisation, le besoin de main-d'œuvre à l'hectare est beaucoup moins important qu'auparavant, et les superficies cultivées ont augmenté de façon très significative en réponse à la hausse de la demande. La croissance de la production est donc liée beaucoup plus à une extensification de l'agriculture qu'à une logique d'intensification puisque c'est l'augmentation des surfaces cultivées qui permet de suivre la demande en quinoa et non l'amélioration des rendements. Alors même que les cultures se situaient principalement, jusqu'à une période encore récente, sur les terres communautaires en usufruit familial des versants, l'extension des superficies de quinoa s'est faite dans les terres planes et mécanisables des terroirs communautaires, zone traditionnelle de pâturage en usufruit collectif. À des rythmes différents et avec une intensité variée selon les communautés, l'expansion de la culture de quinoa s'est faite par conversion de l'usage d'une partie de l'espace agricole, au détriment de l'élevage (ovins et camélidés), relégué vers des espaces de plus en plus marginaux. Ainsi, le tracteur a été un moyen commode, rapide et finalement peu cher pour transformer des terres de pâturage en terres cultivables, des terres d'usage collectif en terres d'usufruit familial.

Dans un premier temps, les familles ont investi les terres les plus fertiles, et parfois même les terres sur lesquelles elles avaient l'habitude de pâturer et où elles avaient une petite maison. La deuxième étape a été une appropriation individuelle massive de l'ensemble des terres restées vacantes, sans distinction de leur exposition et de leurs aptitudes pour l'agriculture. Le changement d'usage des terres s'est alors fait de manière chaotique et hasardeuse, avec un impact important sur le paysage, passant d'une agriculture en mosaïque à une monoculture. Ces changements, actuellement sources de tensions communautaires autour de l'appropriation foncière dans un contexte de « course à la terre »¹⁷, sont à mettre en relation étroite avec les mobilités spatiales des populations.

2 - Mobilités et quinoa : des réalités indissociables et enchevêtrées

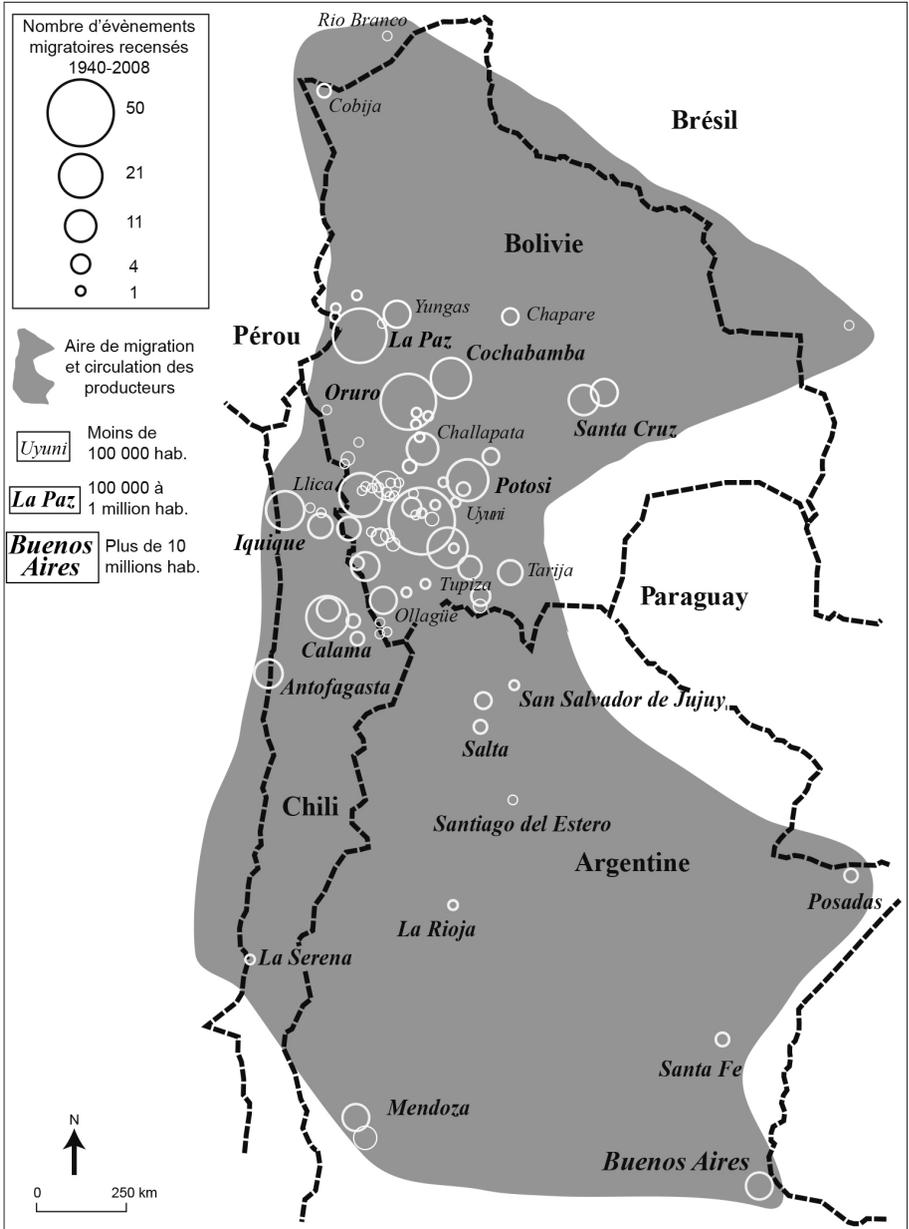
Région excentrée par rapport au pouvoir central, aussi bien pendant la Colonie que pendant la République, l'Altiplano Sud est pourtant loin d'être un espace d'isolement et d'autarcie. Certes, l'agriculture de subsistance des *minifundios* andins (altiplano et vallées) a été historiquement marginalisée par rapport au développement de l'agro-industrie d'exportation des basses terres, notamment autour de Santa Cruz. Mais les activités économiques pratiquées au sein de la famille rurale de l'Altiplano Sud, comme dans l'ensemble de la Bolivie andine, sont depuis longtemps diversifiées au-delà de l'agriculture, qu'il s'agisse d'artisanat, de commerce, ou de salariat temporaire dans divers secteurs (Larson *et al.*, 1995). Cependant, l'espace local n'offrant que peu d'alternatives en termes d'activités non-agricoles, la pluriactivité implique nécessairement une mobilité spatiale. Les systèmes d'activités pluri-localisés sont donc une constante historique de cette région. Les réseaux d'échanges à grande distance, la proximité culturelle, les liens familiaux et affectifs entretenus par les populations locales ont sans cesse relié cette région à un espace plus large de circulation. C'est ainsi que dès la période coloniale, le système d'activité des familles rurales de cette région combinait l'agriculture, le troc, le travail saisonnier dans les mines pour les hommes (à Potosi, dans

17. Les tensions foncières ne sont pas liées, comme on peut l'observer dans d'autres contextes, à un phénomène d'accaparement des terres par des acteurs exogènes aux communautés rurales (investisseurs nationaux ou étrangers). Ce sont les membres des communautés eux-mêmes qui tendent à occuper les terres, bousculant ainsi les règles internes d'usage de la terre et les normes collectives et familiales d'accès au foncier. Ces normes se heurtent en particulier à l'appropriation individuelle des zones planes par défrichage des terres, à la revendication des membres « émigrés » des communautés qui veulent récupérer « leurs » terres, etc. Il convient de mentionner le fait que, traditionnellement, la notion de propriété privée n'existe pas dans les communautés rurales de l'Altiplano. En revanche, les familles ont un droit d'usufruit privé de la terre, sous contrôle des règles de répartition du foncier par l'instance communautaire.

la cordillère orientale, etc.) ainsi que certains travaux autour de la mine et, en particulier le transport des minerais boliviens jusqu'au Chili. À ces premières traditions de mobilité et de pluriactivité, visant à compléter la diète alimentaire, ont succédé des mobilités de travail tournées vers l'obtention de revenus pour l'acquisition de biens matériels et alimentaires sur le marché. Parallèlement aux circulations de travail se déployant souvent dans des espaces de proximité, se sont développées à partir des années 1950, mais surtout à partir des années 1970, des migrations de plus longue durée vers les villes (Oruro, Potosi, La Paz, etc.), avec souvent des installations à caractère plus définitif. Les différents recensements du pays, sur la période 1950-1990, témoignent ainsi d'un processus d'exode rural et de déprise démographique dans des proportions plus fortes que d'autres dans le pays ; processus correspondant à un phénomène global de glissement de la population andine de Bolivie vers les terres basses et le département de Santa Cruz, suite aux politiques de colonisation agricole et d'équipements de l'*Oriente*. À cette attraction des centres urbains et des terres basses, s'est ajoutée dans les années 1980 une forte propension des populations à franchir les frontières, notamment en direction du Chili très proche et de l'Argentine, pays de destination migratoire traditionnel en Bolivie depuis les années 1960. Notons cependant qu'à partir des années 1990, la région de l'Altiplano Sud ne connaît plus un réel processus de déprise démographique, ni de féminisation ou vieillissement des campagnes (Vassas Toral, 2015), fait lié à trois phénomènes conjoints : le maintien d'une forte croissance naturelle, l'intensité d'une migration à caractère temporaire et circulaire, et une redynamisation démographique de la région en lien avec l'essor de la production de quinoa d'exportation.

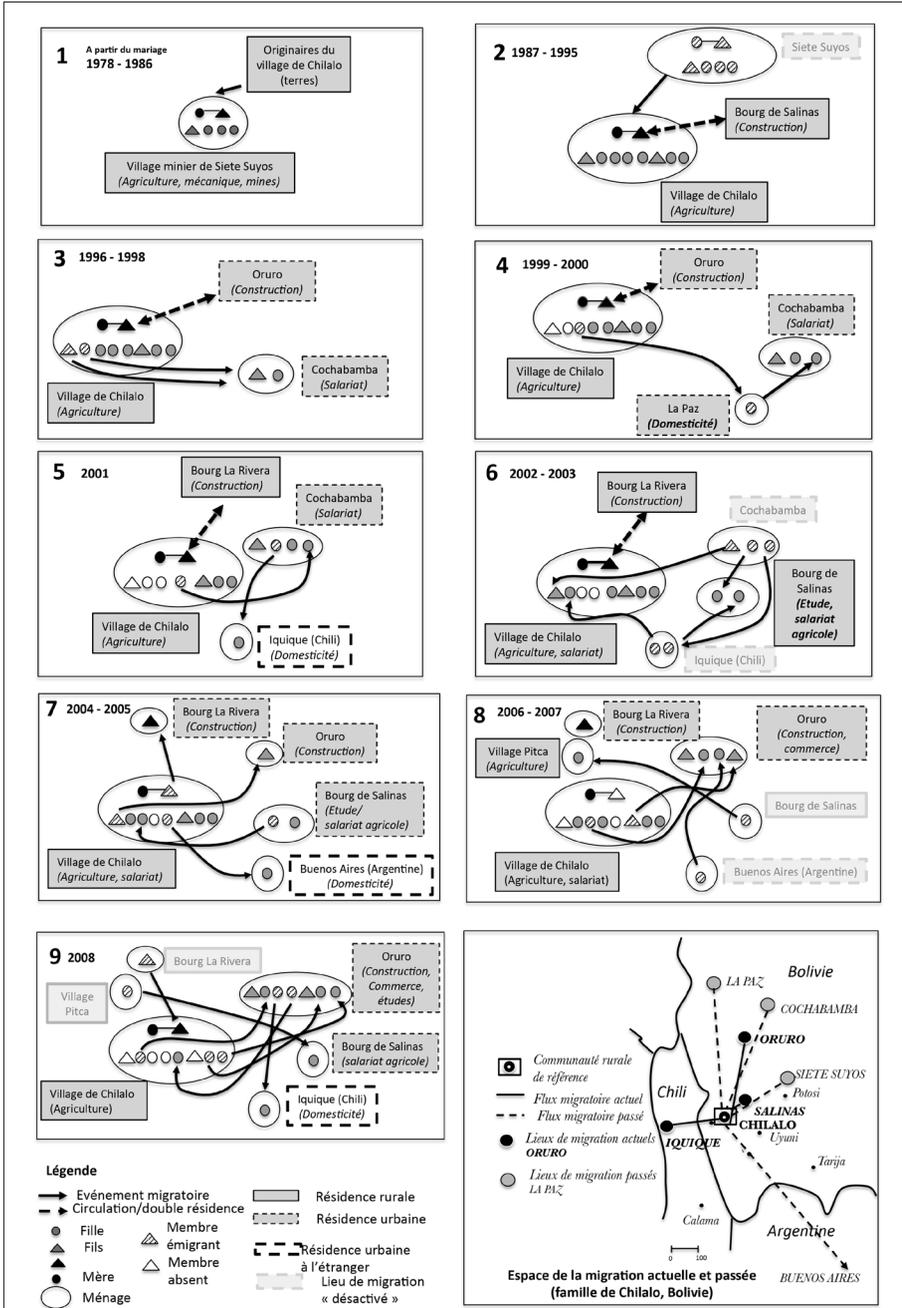
L'essor du quinoa s'inscrit donc dans un territoire anciennement marqué par les mobilités des familles rurales, aux échelles nationales et internationales, lesquelles connaissent aujourd'hui toutefois une reconfiguration en termes d'intensité, de rythmes et de polarisation. La figure 3 élaborée à partir de la reconstitution des trajectoires individuelles pour l'ensemble des familles étudiées (446 événements de mobilité s'échelonnant entre 1940 et 2008) témoigne de cette intensité migratoire et d'un vaste espace de mobilité qui dépasse les frontières nationales.

Parmi les familles pour lesquelles des enquêtes multisituées ont été possibles et pour lesquelles on dispose de l'information relative aux trajectoires résidentielles et d'activité de tous les membres, certaines témoignent d'un processus de construction du système familial localisé particulièrement éloquent. L'exemple d'une famille originaire de la communauté de Chilalo (fig. 4), constituée de 10 membres (père, mère et huit enfants) permet de



Élaboration : G. Cortes, A. Vassas Toral (enquêtes 2007-2008)

Figure 3 - Espace migratoire et circulatorie des familles productrices de quinoa



Élaboration: G. Cortes, A. Vassas Toral (enquêtes 2007-2008)

Figure 4 - Reconstitution des séquences de la multilocalisation (famille de Chilalo, Bolivie)

visualiser les différentes séquences de la dispersion familiale entre les années 1975 et 2008.

La reconstitution des trajectoires permet de recenser au cours du cycle de vie de cette famille 25 événements de mobilité internes et internationales dans 10 lieux différents, ainsi que six types d'activités pratiquées par les différents membres (agriculture familiale, salariat dans la construction et l'agriculture, travail dans les mines, domesticité, travail dans la mécanique), certains membres ayant été pluriactifs au cours de certaines périodes de leur vie (notamment le père). Si la circulation ou la double résidence du père a été particulièrement intense jusqu'en 2006 (entre la communauté de Chilalo et le bourg de Salinas, Oruro, La Rivera notamment), la mère est la seule de la famille à n'avoir plus migré, ni résidé hors de la communauté, une fois la famille revenue vivre à Chilalo en 1987. En revanche, tous les enfants ont au moins une expérience migratoire, expérience qui a commencé pour les deux aînés par un départ à l'âge de quinze ans à Cochabamba pour travailler dans une entreprise de construction (fabrique de briques), rejoints un peu plus tard par la troisième fille. Remarquons également que trois des six filles ont une expérience de migration en Argentine (Buenos Aires) ou au Chili (Iquique) où elles sont parties travailler pour un temps relativement court dans le secteur de la domesticité.

La lecture globale des séquences de la multilocalisation de cette famille nous conduit à quatre constats : 1) l'effet de regroupement familial et l'organisation « collective » (entre les enfants notamment) d'une chaîne migratoire permettant, au cours des différentes séquences, la résidence de plusieurs membres dans un même lieu (Cochabamba, Oruro, Salinas) ; 2) l'alternance résidentielle de la plupart des membres de la famille, entre la communauté et d'autres lieux en Bolivie ou à l'étranger ; 3) l'alternance professionnelle entre différents types d'activités rémunératrices et, pour les enfants, entre études, aide sur l'exploitation familiale et travail rémunéré ; 4) la polarisation de lieux de migration relativement proches au moment de l'enquête aux dépens de destinations plus lointaines comme Cochabamba et surtout Buenos Aires auparavant actives. Ainsi, en 2008-2009, la subsistance de la famille s'organisait autour de la production de quinoa assurée par trois membres résidant à Chilalo (dont la quatrième fille de « retour » après quatre années de résidence hors de la communauté), aidés pour les travaux agricoles par les cinq enfants vivant à Oruro et un autre dans le bourg proche de Salinas. Seule la deuxième fille âgée de 26 ans – également circulante – se trouvait encore à Iquique à travailler comme employée domestique au moment des enquêtes.

La succession des séquences de dispersion dans cet exemple fait apparaître une véritable organisation de la chaîne familiale migratoire, fondée sur la transmission et la prise de relais visant à toujours garder un pied dans la communauté d'origine et renvoyant finalement à une capacité à jouer sur « l'entre-deux ». Loin d'être une phase initiale et temporaire du processus migratoire, la fabrique de l'espace de vie familial multilocalisé apparaît alors comme une œuvre pluri-générationnelle inscrite dans le temps des cycles de vie, fondée sur la forte cohésion de la famille.

Les logiques de multilocalisation familiale observées sur l'Altiplano bolivien appellent un questionnement plus large sur les territorialités rurales. Du point de vue des individus, se pose la question des formes d'ancrage et de rapport à l'espace qui naissent de ces dispositifs de dispersion. En quoi la notion de territoire multisitué peut-elle nous permettre d'aller un peu plus loin ? Comment passe-t-on, en somme, de la multilocalisation à la multisituation ?

IV - De la multilocalisation aux territoires multisitués

L'enjeu théorique de cette dernière étape de la réflexion est de passer des pratiques socio-spatiales de lieux dispersés, qu'organisent les mobilités, la pluriactivité et les pluri-résidences des familles à un espace qui fasse système (Barbary, Dureau et Hofman, 2004)¹⁸, et plus encore, qui fasse ressource pour les familles (Ma Mung, 1999 ; Fréguin Gresh *et al.*, 2015). Mais la multilocalisation familiale fait-elle système au regard également du concept de territoire, ou plus exactement des territorialités ?

Le territoire multisitué peut être conçu comme un territoire qui « regroupe un ensemble de lieux discontinus constitutif d'un espace fonctionnel et vécu (pratiques, activités, représentation), voire organisationnel dès lors que sont en jeu des processus d'action, de gestion et de coopération. » (Cortes et Pesche, 2013 : 289). En écho aux conceptions de plusieurs auteurs (Tarrus, 1993 ; Painter, 2010 ; Monnet, 2010), il s'agit donc de concevoir le territoire comme « un espace de multilocalisation, de discontinuités, de dispersion et d'interactions entre des lieux » correspondant « à des logiques archipélagiques et réticulaires » (Cortes et Pesche, 2013 : 289). Le lien social et spatial, construit par le groupe, empêche l'éclatement, faisant en sorte que la fragmentation apparente continue à « faire » territoire.

18. « La somme des interactions entre lieux générés par la circulation des hommes et des biens, matériels et symboliques fait système d'un point de vue spatial » écrivent O. Barbary, F. Dureau et O. Hofman (2004 : 70).

1 - Faire système, faire ressource, faire territoire ?

Nous partons du principe selon lequel les lieux de la multilocalisation font système mais aussi « ressource » à partir du moment où ils sont supports de liens et de circulations, servant à la reproduction sociale de la famille. Il s'agit dès lors de montrer les formes d'articulation qui se jouent entre les mobilités et les systèmes productifs locaux liés à la culture du quinoa, celle-ci étant la principale source de revenus aujourd'hui dans ces campagnes.

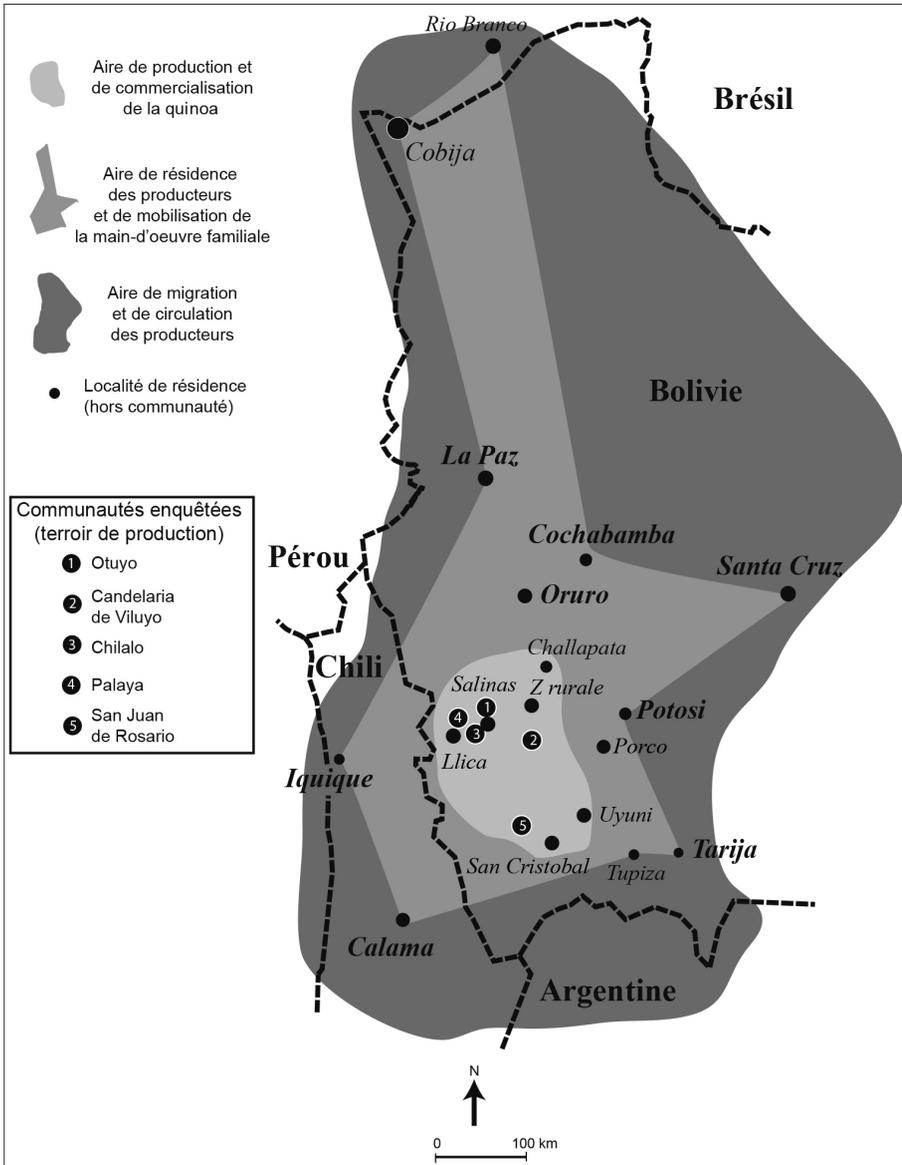
La figure 5 fait apparaître un effet d'emboîtement. En effet, les aires de production et commercialisation du quinoa (terroir et aire de chalandise) ne coïncident pas avec l'aire de résidence des producteurs et de mobilisation de la main-d'œuvre puisque celle-ci englobe plus largement les principales villes boliviennes, la zone frontalière nord du Chili et, plus marginalement, certaines localités au Brésil. Ce périmètre de résidence des producteurs est lui-même inclus dans l'aire de migration-circulation des familles enquêtées dont la configuration a été commentée plus haut. Autrement dit, certains producteurs dans les communautés de l'Altiplano Sud sont des migrants qui cultivent « à distance ».

Cet enchâssement des trois espaces exprime en réalité plusieurs configurations du lien entre mobilité et système productif :

– des formes d'entraide qui impliquent les membres migrants, résidant ailleurs que dans la communauté, dans le travail des parcelles lors des pics du calendrier agricole (semis, récolte). Les enfants, notamment, reviennent régulièrement dans les communautés selon un rythme de circulation saisonnier, qui coïncide souvent avec les festivités locales.

– un retour résidentiel des migrants dans leur communauté. Certains d'entre eux, partis depuis longtemps, viennent y revendiquer leurs terres (ou s'en approprier de nouvelles) pour leur mise en culture. Cela ne signifie pas pour autant que ces producteurs se « re-sédentarisent » dans leur communauté : beaucoup continuent à circuler entre plusieurs lieux de résidence, entre communauté et bourg rural ou centre urbain.

– des arrangements entre les migrants « absents », résidant en ville en Bolivie ou au Chili, qui « prêtent » leurs terres à des résidents permanents, lesquels se chargent de la mise en culture. Les bénéfices des récoltes, selon plusieurs modalités de contractualisation possibles, sont alors répartis entre la famille qui travaille la terre (qui est parfois le tractoriste) et la famille qui en a l'usufruit (le « propriétaire citadin »).



Élaboration: G. Cortes, A. Vassas Toral (enquêtes 2007-2008)

Figure 5 - Espaces productif, résidentiel et migratoire des producteurs de quinoa de l'Altiplano Sud

Les données d'enquêtes menées auprès des 149 ménages permettent ainsi de distinguer quatre groupes de producteurs de quinoa en fonction de ce critère de la mobilité spatiale. Parmi les producteurs dits « permanents », nous distinguons les producteurs « non mobiles » (22 % de l'échantillon) et les migrants de retour (42 %). Parallèlement, les producteurs « circulants » (ou non permanents) se répartissent entre les doubles-résidents (23 %) et les agriculteurs-citadins résidant en ville (13 %).

De fait, la viabilité du système productif autour du quinoa passe par la mobilité et la dispersion, mais surtout par la capacité des familles à s'organiser dans la mise à distance. Les familles tissent en effet des liens de solidarité et des arrangements dont les modalités sont diverses : originaire de la communauté rurale de Chilalo, Carlos vit et travaille à son compte à Oruro dans un atelier de mécanique. À Chilalo, il n'a pas encore hérité des terres de son père et donc il se fait prêter certaines de ses parcelles pour cultiver le quinoa. Lors des pics de travaux agricoles, c'est sa femme qui circule entre Oruro et la communauté pour cultiver les terres prêtées mais aussi pour aider son beau-père sur ses propres parcelles. Autre exemple : Cristobal réside et cultive dans la communauté d'Otuyo. Lorsque son fils Ernesto est en âge d'étudier, il l'envoie chez son « compadre » (parrain) à La Paz. En contrepartie, Cristobal surveille les parcelles du compadre de son fils à Otuyo et s'occupe de l'embauche des travailleurs journaliers.

Ainsi, la multilocalisation ne fait pas ressource seulement parce qu'elle procure différentes sources de revenus qui peuvent être réparties entre un ménage et l'autre, mais aussi parce qu'elle constitue un capital spatial cumulé dans l'expérience longue des individus, un capital de mobilité aujourd'hui fortement activé pour répondre aux exigences d'organisation du travail sur les parcelles de quinoa. Les lieux de migration et de multilocalisation sont souvent partagés et transmissibles au sein de la famille et de la communauté rurale, (re)mobilisables selon les conjonctures, les opportunités de travail et les possibilités de combinaison des activités. Autrement dit, au-delà de la variation des formes singulières de l'ancrage individuel, les sphères familiales mais aussi interfamiliales constituent les structures organisatrices des systèmes de production agricole et de la mobilité. La dispersion et le dispositif relationnel qui l'accompagne, sont mobilisés comme ressources pour assurer la cohésion du groupe et les complémentarités fonctionnelles, mais aussi symboliques des lieux. Ces multiples îlots de présence dispersés, du fait des liens actifs entre les membres de la famille et des pratiques circulatoires entre villes et campagne, finissent de la sorte par faire territoire. L'ensemble des lieux résidentiels et d'activité de l'unité familiale fait référence pour les individus d'une même famille mais aussi, du fait des relations élargies de parenté, de compérage

ou de voisinage, pour les membres d'une même localité rurale. Le processus de territorialisation familiale organisé par les migrations internationales (notamment au Chili) est étroitement imbriqué à celui qui se construit par les mobilités internes. La territorialisation des familles se construit dans cette capacité à jouer d'une multiplicité d'espaces potentiels de mobilité et donc à « capter » les lieux du collectif migrant pour les articuler à l'espace communautaire et au système productif local. De fait, les référentiels et les ancrages territoriaux de ces populations sont multiples, changeants, éclatés entre l'ici et l'ailleurs, entre localité rurale et ville(s) de migration. De cette configuration naît le territoire multisitué.

2 - Les territoires multisitués des paysans andins entre mondialisation et urbanisation

La notion de territoire multisitué, qui s'inspire du courant méthodologique de l'ethnographie multisituée (Marcus, 1995), prône en réalité la démultiplication des observations d'un même objet en plusieurs sites mais aussi sous plusieurs angles, cet objet étant pris dans les mailles mondialisées de la circulation et des réseaux qu'il s'agit de suivre dans ses multiples inscriptions spatiales et temporelles (Cortes et Pesche, 2013). En désancrant notre regard du seul territoire local productif, et en repositionnant les pratiques socio-spatiales des habitants dans un espace de mobilité plus vaste, nous regardons cette inscription du local dans les sphères de la mondialisation.

Comme l'illustre la figure 6 (ci-contre), le territoire multisitué des ruraux de l'Altiplano Sud est pris dans les mailles d'une mondialisation qui renvoie à plusieurs réalités, mais aussi d'un processus d'urbanisation interne à la Bolivie qui s'est affirmé à partir des années 1980.

Les changements observés dans les campagnes de l'Altiplano sud-bolivien témoignent tout d'abord d'un processus d'inclusion des agricultures familiales dites traditionnelles dans le marché agricole mondialisé. Fortes d'un savoir-faire productif et socio-organisationnel, et profitant d'un avantage absolu sur le marché, les populations rurales de cette région ont saisi l'opportunité d'un mouvement global autour de la qualité alimentaire et nutritive. Cette inclusion économique, toutefois, n'est pas sans risque puisque l'enjeu est désormais de protéger leur niche productive au sein d'un marché du quinoa de plus en plus convoité et concurrentiel, la plante faisant l'objet d'expérimentations culturelles dans plus d'une vingtaine de pays aujourd'hui (Bazile *et al.*, 2014). De même, les tensions autour de la ressource foncière et la pression sur le milieu, sources de fracture au sein des communautés, constituent des défis

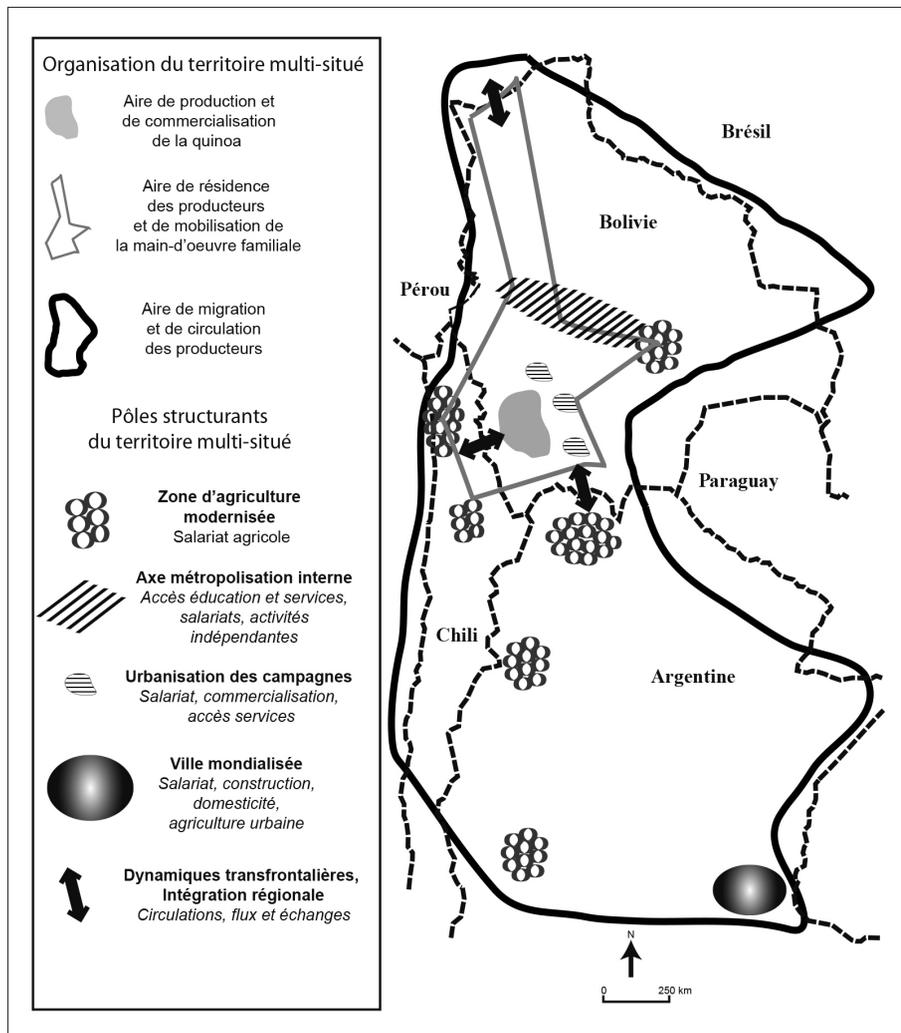
dont sont largement conscients les populations et les acteurs locaux impliqués dans la filière (AVSF, 2009).

La connexion de cette région périphérique aux processus de mondialisation tient également à son inscription ancienne et renouvelée dans des pratiques transnationales de mobilité ; d'abord du fait de sa proximité avec le Chili où se développent de nouvelles niches productives dans les secteurs notamment du commerce, de l'agriculture intensive (notamment dans l'oasis agricole de Pica) et des soins à la personne. La croissance économique du Chili s'est traduite, en effet, par une accélération des départs vers ce pays à partir des années 1990. Initialement temporaires et à destination rurale, les migrations ont changé de nature au fur et à mesure de la croissance et des besoins en main-d'œuvre du pays. Les destinations sont devenues alors plus urbaines (Iquique, Calama, Antofagasta). Si l'Altiplano Sud est beaucoup moins tourné vers l'Argentine que d'autres régions du pays (comme celles de Cochabamba ou Tarija), les populations n'ont pas échappé à l'attraction des zones de Jujuy, Salta, Mendoza ou encore Buenos Aires où, du fait de la demande alimentaire urbaine, se sont développées des ceintures fruitières et maraîchères demandeuses d'une main-d'œuvre flexible et bon marché. À Buenos Aires, ce sont aussi les secteurs d'embauche masculins dans la construction, ou féminins liés à la domesticité ou la confection textile, qui constituent une alternative pour les populations de la région.

C'est aussi le processus d'urbanisation en Bolivie, plus tardif qu'ailleurs en Amérique latine, qui a conduit à l'extension de l'espace migratoire des populations de l'Altiplano Sud au fil de l'histoire régionale et nationale. À l'échelle du pays, les villes de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba structurent aujourd'hui un système territorial et urbain « tripolaire », villes qui concentrent près de 45 % de la population et des emplois nationaux (Barillot Castillo Camacho, 2012)¹⁹. Alors que le taux de croissance annuel moyen de la population bolivienne entre 1950 et 2010 a été de 2,3 %, celle de ce tripôle urbain a été de 4 % (avec un taux de 6,4 % pour la ville de Santa Cruz)²⁰. Sur l'Altiplano, région marquée depuis les années 1960 par une relative déprise démographique au bénéfice des vallées et des basses terres, ce sont les municipalités de La Paz et d'El Alto, et dans une bien moindre mesure la ville d'Oruro, qui ont polarisé l'essentiel du processus d'urbanisation.

19. Selon Barillot Castillo Camacho (2012), les trois villes concentraient 43,7 % du total de la population nationale en 2010 et 65,8 % du total de la population urbaine bolivienne.

20. Selon les données de recensement de la population, c'est entre 1976 et 1992 que la population urbaine enregistre la plus forte croissance (4,2 % à l'échelle nationale). Quelles que soient les périodes intercensitaires, c'est la ville de Santa Cruz qui aura bénéficié de la plus forte croissance : 6,4 % entre 1950 et 2010 contre 4,4 % pour Cochabamba et 3 % pour La Paz.



Élaboration : G. Cortes, A. Vassas Toral (enquêtes 2007-2008)

Figure 6 - Territoire rural multisitué entre local et global

Dans les communautés rurales de l'Altiplano Sud, les cycles migratoires se sont succédé. L'attraction urbaine n'a cessé de se confirmer depuis les années 1980 tandis que d'anciennes destinations migratoires ont aujourd'hui disparu (comme les localités minières en Bolivie ou au Chili, ou les régions de production de coca du Chapare et des Yungas). Le nombre cumulé d'événements migratoires recensés dans les trajectoires individuelles montre en effet une forte croissance des destinations urbaines en l'espace d'un demi-siècle ; tandis que la part des destinations rurales est de presque 50 % sur la totalité des événements migratoires recensés entre 1934 et 1970, elle n'est plus que de 20 % sur la période 2000-2008²¹. Depuis l'essor du quinoa, cette croissance de l'attractivité urbaine se double d'une rétraction de l'espace migratoire des populations. Du fait des nouvelles opportunités agricoles dans leur communauté d'origine, qui nécessitent une présence même discontinue, les populations privilégient des migrations de proximité. Celles-ci concernent majoritairement les bourgs ou petites villes proches du salar ayant bénéficié de l'essor du quinoa (Llica) ou du tourisme (Uyuni), les principales villes de l'Altiplano (Oruro et La Paz) et la ville portuaire et commerciale d'Iquique au Chili.

Malgré l'intensité des migrations circulaires, les sites urbains tendent à devenir des « espaces de rétention » des migrants, au-delà de leur intérêt à revenir cultiver dans leur communauté. Les stratégies d'utilisation de l'épargne tirée de la vente du quinoa tendent à favoriser des investissements en ville (stratégies souvent liées à l'éducation des enfants), alors même que les producteurs résident dans leur communauté. De même, si l'essor du quinoa offre aux populations locales de nouvelles perspectives de revenus et d'accumulation, ayant induit par là même un processus de « re-ruralisation » de la région (voire de « re-paysanisation » selon Kerssen [2015]), il n'a pas pour autant fixé les populations sur l'Altiplano, ni détourné les migrants d'une insertion dans un marché de l'emploi précaire. Sur l'Altiplano Sud, comme dans de nombreuses régions en Bolivie, la plupart des activités pratiquées sur les lieux de migration ne sont pas déclarées, et si les migrants se considèrent souvent comme des travailleurs « journaliers », assumant ainsi des conditions difficiles et de forte pénibilité, c'est que les gains d'un travail non déclaré sont souvent plus élevés que ceux trouvés dans l'agriculture²².

21. Seulement 11,5 % des individus ont une expérience exclusivement rurale contre 46 % seulement en milieu urbain. Les autres migrants (42 %) ont combiné au cours de leur trajectoire destinations rurales et urbaines.

22. Cela est encore plus vrai si l'on compare un même emploi en Bolivie et à l'étranger. Pour exemple, en 2009, une employée domestique à La Paz gagne 45 euros/mois contre 110-120 euros au Chili. En Bolivie, les entrepreneurs indépendants dans le bâtiment peuvent gagner entre 650 et 800 euros/mois alors qu'en Argentine ou au Chili les gains mensuels peuvent atteindre 1 200 à 2 000 euros.

À ce titre, certains travaux avancent l'idée d'un développement inégal sur l'Altiplano Sud lié à l'essor du quinoa. Selon l'étude du CEDLA (2013), seulement 5 % des producteurs seraient parvenus à un réel processus d'accumulation au niveau de la terre, du capital ou d'équipements agricoles. Parallèlement, 60 % des producteurs seraient à la tête de micro-exploitations de moins de cinq hectares ne permettant pas des revenus suffisants pour vivre de la seule activité agricole. Cette interprétation mérite discussion.

En premier lieu, le fait que 60 % des producteurs tirent un revenu même insuffisant de l'agriculture indique que la manne liée à la production de quinoa d'exportation reste répartie entre le plus grand nombre ; cela reflète en réalité, malgré la pression sur la terre, le rôle crucial de l'organisation communautaire qui maintient un principe de répartition de la ressource, bloquant ainsi un processus éventuel d'accaparement et de privatisation de la terre. Les familles restent attachées à ce désert parce qu'elles ont la garantie de pouvoir accéder à la terre et, sans cet accès au foncier, il est probable que la mobilité des populations se serait traduite depuis longtemps par une émigration définitive. En deuxième lieu, dans cette région montagneuse et désertique, les paysans ne cherchent pas à vivre de la seule activité agricole, objectif qu'ils savent vain dans un environnement difficile et incertain. Le quinoa constitue une véritable aubaine économique que les paysans aujourd'hui saisissent, sans pour autant renoncer à leur pluriactivité.

En réalité, au-delà des opportunités de travail en ville ou à l'étranger, mais aussi des fluctuations voire de l'essoufflement que connaît aujourd'hui le marché du quinoa d'exportation en Bolivie, les populations de l'Altiplano Sud ont une culture de la mobilité, de la multirésidence et de l'usage complémentaire des milieux et des lieux, qui constituent un véritable mode de vie. La mobilité fabrique aujourd'hui des dispositifs réticulaires qui captent des lieux-ressources dispersés et complémentaires, chacun se greffant aux dynamiques de globalisation. La mobilité produit ainsi un territoire multisitué collectivement partagé (aux échelles familiales et communautaires au moins). Paradoxalement, la réticularité ainsi que la coexistence et la flexibilité territoriales apparaissent comme une condition même du contrôle et de la gestion de la ressource localisée. Cette grille de lecture du territoire rural multisitué permet de comprendre différemment les dynamiques agricoles locales-globales qui se jouent ici autour de l'essor du quinoa d'exportation dans ces espaces des périphéries andines.

Conclusion

En renonçant aux visions segmentées du rural, en termes scalaire (exclusivité d'un ancrage local) et sectoriel (exclusivité des activités agricoles), nous avons opté pour une vision en quelque sorte « relativiste » du territoire ; car, en se plaçant du point de vue des habitants et de leurs pratiques socio-spatiales, cohabitent et coexistent à la fois un territoire réseau, un territoire local, un territoire-terroir et un territoire transnational. Cette coexistence territoriale – que l'on a définie ici comme un territoire multisitué – « se construit, se lit, se décrypte à la façon d'un kaléidoscope, c'est-à-dire dans la pluralité et la variation de la situation relative et relationnelle de chacun des lieux et des réseaux qui le constituent. » (Cortes et Pesche, 2013 : 290).

Au-delà des enjeux théoriques et méthodologiques de notre réflexion, quelle est la portée concrète des territoires multisitués ? Sur le plan politique, notamment, comment intégrer dans le champ de l'action publique les configurations sociales et spatiales des territoires ruraux multisitués ?

Dans le cas de l'Altiplano Sud, la question est d'autant plus pertinente que le gouvernement bolivien a engagé depuis quelques années un plan stratégique de développement centré sur la culture de quinoa. Le rapport de 2009, élaboré par le ministère du Développement rural et foncier avec l'appui du Conseil national des commerçants et producteurs de quinoa (CONACOPROQ)²³, expose le plan d'action nationale autour du quinoa, plan qui est renforcé en vertu de la loi n° 144 de juillet 2011 « Révolution productive communautaire agricole et pastorale » (*Revolución Productiva Comunitaria Agropecuaria*) définissant le quinoa comme produit stratégique pour le pays. Les orientations proposées sont celles d'un appui technique et financier très soutenu de la filière, mettant en avant les principes 1) de participation et de « transition d'un modèle néo-libéral de développement vers un autre qui inclut l'ensemble des acteurs ruraux [...] » ; 2) de développement régional sur la base d'un « complexe productif » Altiplano Centre-Sud qui permette de lutter contre la déprise rurale et de fixer les populations ; 3) de priorité donnée à une politique de « sécurité et souveraineté alimentaire » fondée sur la haute valeur nutritionnelle du quinoa ; 4) de l'internationalisation et la reconnaissance de savoirs ancestraux, reprenant le slogan à forte portée symbolique lancé par Evo Morales dans son discours à l'ONU lors de l'année internationale du quinoa en 2013 : « le quinoa est un cadeau fait au monde. ».

23. Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras (MDRyT), 2009, « Política y estrategia nacional de la quinoa », 99 p.

Le programme d'action prône ainsi l'expansion de la culture du quinoa à l'échelle de tout l'Altiplano. L'INIAF (Institut national d'innovation agricole, pastoral et forestier) dessine le périmètre de l'avancée du front de culture du quinoa vers l'ouest, bien au-delà des zones de production actuelle sur l'Altiplano Sud, centre et nord. En d'autres termes, la conception qu'a l'État du développement des territoires de l'Altiplano repose sur une politique sectorielle de filière et une extensification des surfaces agricoles, avec l'hypothèse d'un potentiel considérable à exploiter, voire inépuisable, comme le suggère un propos du gérant de l'Institut bolivien du commerce extérieur : « seul le ciel est une limite »²⁴.

Force est de reconnaître un effet de disjonction entre, d'un côté, les orientations des politiques de développement rural centrées sur le quinoa et, de l'autre, la réalité des pratiques spatiales et des territorialités des populations dans la région. Car non seulement, on l'a vu, le succès du quinoa ne signifie pas la fixation des populations dans la zone (d'autant que le recul de l'élevage libère la population d'une obligation de présence sur leur terroir), mais en plus la mobilité est une condition de la viabilité des systèmes productifs et de l'organisation sociale du travail. On touche ici à la difficulté de concevoir les territorialités multisituées qui s'organisent autour de la mobilité et de la réticularité, modèle en réalité souple et « extensif » d'usage de l'espace auquel les populations ont toujours eu recours dans le cadre de leurs stratégies de reproduction sociale ; à moins que les acteurs de la sphère politique portent eux-mêmes un « regard multisitué » sur la complexité des territorialités rurales au Sud, loin d'être spécifique aux sociétés et espaces latino-américains.

Bibliographie

Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), 2009 - *Quinoa y territorio. Experiencias de acompañamiento a la gestión del territorio y a la autogestión comunal en la zona Intersalar del altiplano boliviano*. La Paz : Plural, 156 p.

Baby Collin V., Cortes G., Guétat H. et Faret L. (coord.), 2009 - *Migrants des Suds*. Montpellier : IRD Éditions « Objectifs Sud »/Université de Montpellier, 503 p.

Baby Collin V. et Razy E. (dir.), 2011 - *Autrepart*, n° 57-58 « La famille transnationale dans tous ses états », 331 p.

Barbary O., Dureau F. et Hofman O., 2004 - « Mobilités et systèmes de lieux ». In : F. Dureau *et al.* (dir.), *Villes et sociétés en mutations. Lectures croisées sur la Colombie*. Chap. 2, Paris : Anthropos/Economica, p. 69-122.

24. « *Sólo el cielo es un límite* ». Bulletin de l'Institut bolivien du commerce extérieur intitulé « *La quinoa boliviana traspasa fronteras para el consumo mundial* », vol. 21, n° 210, mars 2013 : 2.

Barillot Castillo Camacho S., 2012 - La tripolarisation territoriale en Bolivie: genèse et actualité. Thèse de doctorat de Science économique, Université de Bourgogne, 263 p.

Bassett T. J., 1991 - « Migrations et féminisation de l'agriculture dans le nord de la Côte d'Ivoire ». In: Gendreau F., Meillassoux C., Schlemmer B. et Verlet M., *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. Paris: EDI/Orstom/Ceped, p. 219-245.

Bazile D., Bertero D. et Nieto C. (dir.), 2014 - *Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013*. Santiago du Chili/Montpellier: FAO/Cirad, 724 p.

Bonifacio A., Aroni G., Villca M., 2012 - *Catálogo etnobotánico de la quinua real*. Cochabamba (Bolivie): Fundación PROINPA, 123 p.

Bryceson D., 1996 - "Desagrarianization and rural employment in sub-Saharan Africa: A sectoral perspective". *World Development*, vol. 24, n° 1, p. 97-111.

CEDLA, 2013 - "Producción de quinua e ingresos en el Altiplano sur de Bolivia". *Boletín de seguimiento a políticas públicas*, Segunda Época, año X, n° 23, p. 1-8.

Chaléard J.L. et Dubresson A. (dir.), 1999 - *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*. Paris: Karthala, 258 p.

Cortes G. et Faret L. (dir.), 2009 - *Les circulations transnationales, lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris: Armand Colin, 240 p.

Cortes G., 2011 - « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes ». *Autrepart*, n° 57/58 « La famille transnationale dans tous ses états », p. 95-110. <http://www.cairn.info/revue-autrepart-2011-1-page-95.htm>; doi:10.3917/autr.057.0095

Cortes G. et Pesche D., 2013 - « Territoire multisitué » (introduction). *L'Espace géographique*, vol. 42, n° 4, p. 289-292. <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2013-4-page-289.htm>; DOI: 10.3917/eg.424.0289

De Haas H., 2010 - "Migration and development: A theoretical perspective". *International Migration Review*, vol. 44, n° 1, p. 227-264.

De Haan A., 1999 - "Livelihoods and poverty: the role of migration. A critical review of the migration literature". *Journal of Development Studies*, vol. 36, n° 2, p. 1-47. <http://dx.doi.org/10.1080/00220389908422619>

Delaunay D., 1984 - *De la captivité à l'exil. La vallée du fleuve Sénégal*. Paris: Éditions de l'ORSTOM « Travaux et documents, n° 174 ».

Edelmira Pérez C., 2001 - "Hacia una nueva visión de lo rural". In: N. Giarracca (dir.), *Una nueva ruralidad en America Latina*. Buenos Aires: Clacso, p. 17-29.

Ellis F., 1998 - "Household strategies and rural livelihood diversification". *The Journal of Development Studies*, vol. 35, n° 1, p. 1-38. <http://dx.doi.org/10.1080/00220389808422553>

Feldman-Bianco B., Rivera Sánchez L., Stefoni C., Villa Martínez, M.I. (dir.), 2011 - *La construcción social del sujeto migrante en América Latina. Prácticas, representaciones y categorías*. Buenos Aires, Quito, Santiago: CLACSO, FLACSO, Universidad Alberto Hurtado (“Cátedra Iberoamericana de Estudios sobre Migraciones”), 366 p.

Frank A.G. et Amin S., 1978 - *L'accumulation dépendante. Sociétés précapitalistes et capitalisme*. Paris : Éditions Anthropos.

Fréguin Gresh S., Cortes G., Trousselle A., Guétat H., Sourisseau J.M., 2015 - « Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations rurales et développement au Sud ». *Monde en développement*, n° 172, p. 13-32, <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2015-4-page-13.htm>, DOI : 10.3917/med.172.0013

Gastellu J.M. et Marchal J.Y., 1997 - *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*. Paris : Éditions de l'ORSTOM « Colloques et Séminaires », 768 p.

Glick Schiller N., Basch L. et Blanc-Szanton C., 1992 - *Towards a transnational perspective on migration, race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*, New York : The New York Academy of Sciences.

Grajales Ventura S. et Concheiro Bórquez L., 2009 - “Nueva ruralidad y desarrollo territorial. Una perspectiva desde los sujetos sociales”. *Veredas* (UAM-Xochimilco, Mexico), vol. 10, n° 18, p. 145-167. <http://r1.ufrrj.br/geac/portal/wp-content/uploads/2012/10/CONCHEIRO-Nuevadesarrolloderritorial.pdf>

Guétat-Bernard H., 2013 - « Mobilités spatiales, organisation familiale et ruralités des Suds : un regard par les rapports de genre ». *Géocarrefour*, vol. 88, n° 2, p. 91-95. <https://geocarrefour.revues.org/9070>

Guilmoto C. Z. et Sandron F., 2000 - « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en voie de développement ». *Population*, vol. 55, n° 1, p. 105-136. http://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_2000_num_55_1_7099

Kay C., 2009 - “Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad?”. *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 71, n° 4, p. 607-645. <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=32113274001>

Kerssen Tanya M., 2015 - “Food sovereignty and the quinoa boom: challenges to sustainable re-peasantisation in the Southern Altiplano of Bolivia”. *Third World Quarterly*, vol. 36, n° 3, p. 489-507. <http://dx.doi.org/10.1080/01436597.2015.1002992>

Laguna P., 2011 - *Mallas y flujos: acción colectiva, cambio social, quinoa y desarrollo regional indígena en los Andes Bolivianos*. PhD Thesis. School of Social Sciences, Wageningen University, 516 p.

Larson B., Harris O. et Tandeter E. (dir.), 1995 - *Ethnicity, markets, and migration in the Andes: at the crossroads of history and anthropology*. Durham (États-Unis) : Duke University Press, 428 p.

Le Bris E., Marie A., Osmont A. et Sinou A., 1985 - « Résidence, stratégies et parenté dans les villes africaines ». *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 25, p. 13-30. http://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1985_num_25_1_1148

Léonard E., 2002 - « Désagrarisation de l'économie paysanne et «refonctionnalisation» de la localité rurale au Mexique ». *Cahiers des Amériques latines*, vol. 39, n° 1, p. 155-174.

Lesourd M., 1997 - « L'archipel rural africain en mouvement ». In: J. Y. Gastellu, *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris: Éditions de l'ORSTOM « Colloques et séminaires », p. 363-378.

Lewis W.A., 1954 - *Economic development with unlimited supplies of labour*. Manchester, School of Economic and Social Studies, p. 139-191.

Ma Mung E., 1999 - « La dispersion comme ressource ». *Cultures et conflits*, n° 33-34, p. 89-103. <http://conflits.revues.org/225>; DOI: 10.4000/conflits.225

Marcus G., 1995 - "Ethnography in/of the world system: The emergence of multisite ethnography". *Annual Review of Anthropology*, vol. 24, p. 95-117. <http://www.dourish.com/classes/readings/Marcus-MultiSitedEthnography-ARA.pdf>

Massey D., 1988 - "International migration and economic development in comparative perspective". *Population and Development Review*, vol. 14, n° 3, p. 383-414. <http://www.jstor.org/stable/1972195>; DOI: 10.2307/1972195

Mercadero, 2016 - *Drought will cause Bolivian quinoa production to fall dramatically*, 22 septembre 2016, [en ligne]: <http://mercadero.nl/drought-will-cause-bolivian-quinoa-production-to-fall-dramatically/>

Mercandelli S., 2013 - *Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales: la circulation comme ressource? Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010*. Thèse de doctorat Économies et finances. Université Paris Sud-Paris XI.

Minvielle J.P., 1976 - *Migrations et économies villageoises dans la vallée du Sénégal: étude de trois villages de la région de Matam (Sénégal)*. Dakar, ORSTOM, 129 p.

Monnet J., 2010 - *Le territoire réticulaire*. Anthropos (Barcelone), n° 227, p. 91-104.

Nations unies, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2009 - « Rapport mondial sur le développement humain 2009 ». *Lever les barrières: mobilité et développement humain*. New York, PNUD, 251 p.

Painter J., 2009. - « Territoire et réseau: une fausse dichotomie ». In: M. Vannier (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation: controverses et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 57-66.

Paul J.-L. et al., 1994 - « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur: du système de production agricole au système

d'activité ». *Les cahiers de la recherche développement*, n° 39, p. 7-19. http://cahiers-recherche-developpement.cirad.fr/cd/CRD_39_7-19.pdf

Prunier D., 2013 - « De nouvelles ruralités en Amérique centrale ? Dynamiques de mobilité, ressources et organisations familiales ». Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris-Diderot-Paris VII, 471 p.

Quesnel A. et Del Rey A., 2005 - "La construcción de una economía familiar de archipiélago. Movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano". *Estudios demográficos y urbanos*, vol. 20, n° 2, p. 197-228. <http://www.redalyc.org/pdf/312/31220201.pdf>

Rebaï N., 2015 - « Émigration paysanne et vulnérabilité des territoires ruraux dans les Andes équatoriennes », *EchoGéo* [en ligne], n° 34. [mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 21 avril 2017]. <http://echogeo.revues.org/14420>; DOI: 10.4000/echogeo.14420

Skeldon R., 1990 - *Population Mobility in Developing Country: a Reinterpretation*. Londres-New York : Belhaven Press, 278 p.

Stark O. et Bloom D., 1985 - "The new economics of labor migration". *American Economic Review*, vol. 75, n° 2, p. 173-178. <http://www.jstor.org/stable/1805591>

Tarrius A., 1993 - « Territoires circulatoires et espaces urbains », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 59, n° 1, p. 51-60. www.persee.fr/doc/ar_u_0180-930x_1993_num_59_1_1727.

Todaro M., 1969 - "A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries". *American Economic Review*, vol. 59, n° 1, p. 138-148. <https://www.jstor.org/stable/1811100>.

Trousselle A., 2016 - « Mobilités et immobilités des femmes qui «restent» dans la vallée du Rio Negro (Nicaragua) ». *EchoGéo* [En ligne], n° 37, [mis en ligne le 7 octobre 2016, consulté le 21 avril 2017]. <http://echogeo.revues.org/14714>; DOI: 10.4000/echogeo.14714.

Vaillant M., 2013 - « L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Canar (Andes australes de l'Équateur) ». Thèse de doctorat de géographie. AgroParisTech, 554 p.

Vargas-Lundius R., Lanly G., Villareal M. et Osorio M., 2008 - *International migration, remittances and rural development*. Rome : IFAD-FAO, 80 p.

Vassas Toral A., 2015 - *Partir et cultiver. Essor de la quinoa, mobilités et recompositions rurales en Bolivie*. Bondy : IRD Éditions, 308 p.

Wallerstein I., 1979 - *The capitalist world-economy*. Cambridge, Cambridge University Press, 305 p.

Winkel T. et al., 2012 - "The Sustainability of quinoa production in Southern Bolivia: from misrepresentations to questionable solutions. Comments on Jacobsen (2011, *J. Agron. Crop Sci.* 197: 390-399)". *Journal of Agronomy and Crop Science*, vol. 198, n° 4, p. 314-319. DOI: 10.1111/j.1439-037X.2012.00506.x

| **Résumé** |

Cet article propose de montrer comment la mobilité en milieu rural – aux échelles internes ou internationales – brouille les cadres d’interprétation classiques des modes d’existence des familles rurales et crée des formes d’articulation complexes entre villes et campagnes, entre local et global, entre l’ici et l’ailleurs. Dans certains contextes ruraux anciennement marqués par les processus migratoires, l’analyse de trajectoires de circulation, de multilocalisation et de dispersion familiale éclaire la coexistence de systèmes pluriels d’activité et de résidence. Ces logiques interrogent les ancrages et les territorialités des individus et des groupes, et plus largement la manière dont on pense la notion de territoires ruraux multisitués au regard notamment des dynamiques agricoles dans leurs liens aux processus de globalisation. Cette perspective d’analyse est développée à partir de la recomposition des espaces ruraux et de l’agriculture familiale de l’Altiplano Sud bolivien liée à l’essor de la production du quinoa d’exportation qui se greffe à des pratiques anciennes et renouvelées de mobilités.

Mots-clés: Mobilité, migration, ruralité, multilocalisation familiale, territorialité, quinoa, Bolivie, Altiplano.

| **Abstract** |

**Rural coexistences and spatial mobilities in Bolivia.
From family multilocalization to multisited territories**

This article aims at understanding how mobility in rural contexts – at internal or international scales – blurs the classic frameworks of interpretation of rural families’ ways of life. Mobility reshapes complex links between cities and rural areas, local and global scales, here and there. In some rural contexts where migration patterns began a long time ago, circulation paths, multi-localization and scattering of families reveal the coexistence of different systems of activities and residence. These logics reframe integration processes and territorialities, both individual and collective. More broadly, they define multisited rural territories, especially regarding agricultural dynamics in a context of globalization. This is what one can observe through the recomposition of rural spaces and family agriculture in Bolivian Southern Altiplano, where the rise of quinoa production for exportation combines with old and more recent mobility trends.

Keywords: *Mobility, migration, rurality, family multilocalization, territoriality, quinoa, Bolivia, Altiplano.*

